

## Le piège du gouvernement à quinze

Article rédigé par *Roland Hureaux\**, le 21 mai 2007

Le gouvernement qui vient d'être constitué autour de François Fillon est d'abord marqué par son effectif réduit. Le nouveau président de la République avait annoncé un gouvernement "resserré", ne dépassant pas quinze ministres, il est obligé de s'y tenir.

Mais pourquoi l'avait-il annoncé ?

C'est une idée à la mode depuis une quinzaine d'années. Moins de ministres, pense-t-on, coûteront moins cher, ce qui fait bonne impression. Le petit nombre est aussi, dit-on, synonyme d'efficacité : il est ainsi possible de constituer une équipe soudée, cohérente, dans un esprit commando. On se réfère à la direction d'une entreprise. En réalité personne n'a jamais prouvé que ce soit là une formule plus opérationnelle que celle d'un gouvernement élargi.

Si le gouvernement a une ligne solide, il faut du monde pour l'appliquer. S'il ne l'a pas, quinze sont déjà de trop. Par rapport à l'océan des dépenses publiques, cinq ou six ministres de plus ou de moins, est-il nécessaire de le dire ? sont peu de chose. Prendre une décision aussi importante que le format d'un gouvernement sur ce seul critère participe de la politique des apparences, dont on connaît les effets désastreux.

Quant à l'efficacité, il nous semble que l'on entretient une grave confusion entre la gouvernance d'une entreprise, dont l'objet est simple (fabriquer des voitures ou des yaourts, générer du profit) et celle d'un État, ensemble infiniment complexe, aux finalités elles-mêmes multiples et enchevêtrées.

Une équipe étroite et homogène culturellement, c'est la porte fermée à l'imagination, au croisement des cultures nécessaire dans toute organisation complexe, aux échos multiples que peut renvoyer une société nécessairement diverse. Dans une entreprise, le directeur d'un département ne gère que ce département, dans un gouvernement, un ministre entretient toute une clientèle : les agriculteurs, les enseignants, les syndicats, les personnes âgées, les chercheurs, etc. Ce dialogue participe au jeu naturel du pouvoir. En politique, la légitimité n'est jamais durablement acquise ; elle se cultive au quotidien au moyen de réseaux diversifiés. Pour être à l'écoute de toutes les forces de la société, il vaut mieux être en nombre suffisant.

On peut ajouter que dans le microcosme parisien, un gouvernement resserré, cela fait beaucoup de frustrés, qui, exclus de responsabilités qu'ils espéraient ou qu'on leur avait promises, passeront leur temps, n'en doutons pas, à dénigrer le gouvernement. Gouverner, dit-on en Italie, c'est survivre aux conjurations : on le fait mieux si l'on est nombreux dans la citadelle ! Le cas est aggravé si on impose aussi une limitation aux effectifs des cabinets, comme le fit avec le succès que l'on sait, Alain Juppé en 1995.

À voir la composition de son gouvernement, il semble que Nicolas Sarkozy n'a pas évité ces écueils. On peut soupçonner que ce gouvernement fera beaucoup d'amers...

D'autant qu'à l'exigence d'effectifs limités s'ajoutent celle de la parité, et les gages qu'il a cru devoir donner aux personnalités de la gauche (Bernard Kouchner) ou du centre (Hervé Morin). Curieusement, les chiraquiens de pure obédience, ceux qui doivent en tous les cas leur carrière à Chirac ou à Juppé lui-même, sont majoritaires. Pour quelle raison ? Soit le nouveau président a voulu récompenser les ralliements, soit il a craint que se reconstitue au sein de l'UMP une opposition interne. Il se peut aussi qu'un arrangement ait été

passé avec l'ancien président ; sur quelles bases ? on ne sait. On peut enfin penser que n'ayant pas de véritable réseau personnel, Sarkozy a été conduit à puiser dans le seul vivier de compétences subsistant à droite : la Chiraquie.

Dans un pays qui a voté à 55 % contre la Constitution européenne, un seul maroquin est attribué à un partisan du non : celui de Christine Boutin. C'est peu si on compare cette pratique à celle des partis conservateur ou travailliste en Grande-Bretagne ou même à celle de la gauche française qui veillent scrupuleusement à préserver en leur sein les équilibres entre europhiles et eurosceptiques.

Il est peu probable que les politiques menées nous réservent de grandes surprises, au moins sur le plan intérieur : Xavier Darcos est un pur produit de l'appareil de l'Éducation nationale ; Xavier Bertrand conserve la "Solidarité" ; Jean-Louis Borloo à qui est confiée la stratégie économique n'est pas vraiment un ultralibéral de "rupture". François Fillon non plus. Échangeant la casquette de gendarme contre celle de policier, Michèle Alliot-Marie ne sera pas en territoire inconnu. Hervé Morin risque de devoir gérer à la Défense la pénurie budgétaire.

La plupart de ces hommes et de ces femmes se connaissent, ont été aux affaires ensemble d'une manière ou d'une autre au cours des dernières années. Leurs entourages aussi. Il ne manque que Philippe Douste-Blazy !

Après beaucoup d'orages domestiques, n'a-t-on pas le sentiment que, le grand-père étant enfin parti en maison de retraite, la famille, toutes générations confondues, déjà habituée à sa semi-retraite, continue tranquillement comme s'il ne s'était rien passé ? [Mise à jour, 25 mai 2007]

\* Roland Hureaux est essayiste. Vient de faire paraître L'Antipolitique (Éd. Privat, coll. "Arguments", 229 pages, février 2007, 229 p., 16,15 €) et L'Actualité du gaullisme (Fr.-X. de Guibert, mai 2007).

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage